

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 octobre 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant la désignation d'un envoyé spécial
de l'Union européenne pour la protection
des minorités religieuses au Proche-Orient,
au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**

(déposée par M. Peter Luykx et consorts
_____)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 oktober 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de aanduiding van een Europese speciale
gezant voor de bescherming van religieuze
minderheden in het Nabije Oosten,
het Midden-Oosten en Noord-Afrika**

(ingediend door de heer Peter Luykx c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Près de trois ans après le déclenchement des révolutions dans le monde arabe, la situation reste tendue dans cette partie du monde. La chute du régime tunisien de Ben Ali et la révolution du jasmin qui l'a suivie ont fait tache d'huile dans toute la région. En Lybie, une intervention de l'OTAN – sous mandat de la communauté internationale – a mis fin au régime du colonel Kadhafi. La destitution du dictateur égyptien Hosni Moubarak et les élections qui ont suivi ont amené les Frères musulmans au pouvoir. Un an après son entrée en fonction, le président Morsi a à son tour été écarté du pouvoir par l'intervention de l'armée égyptienne.

En Syrie, une guerre civile a éclaté. Elle se poursuit encore aujourd'hui et a déjà coûté la vie à plus de 115 000 personnes. La guerre civile en Syrie a également une incidence dans les pays voisins (la Jordanie, le Liban et la Turquie) qui font face à une crise humanitaire causée par l'afflux de réfugiés. On estime que, deux millions de Syriens ont jusqu'à présent cherché refuge dans les pays voisins. Les tensions ethno-religieuses, attisées tant par le régime d'Assad (soutenu en cela par l'organisation terroriste libanaise Hezbollah) que par des groupements sunnites radicaux tels que le Front al-Nosra et Al-Qaïda, ont des répercussions sur toute la région.

Sans entrer dans les détails concernant la situation particulière de chacun de ces pays et sans émettre de jugement quant à l'issue de la révolution arabe, une tendance est incontestable: la situation actuelle en Egypte montre que, dans les pays où l'Islam politique arrive au pouvoir, la situation des minorités religieuses régresse considérablement. En août dernier, après la mise à pied du régime du président Morsi par l'armée égyptienne, la minorité chrétienne copte a subi plusieurs agressions au cours desquelles, selon les estimations, plus de soixante églises auraient été détruites. Ces attaques ont été encouragées par les Frères musulmans. La ville méridionale de Dalga, où résident environ 20 000 coptes, était entièrement sous le contrôle des partisans islamistes de l'ancien président Morsi. Ce n'est que début septembre que les autorités égyptiennes ont repris le contrôle de la ville. Pendant le siège, plusieurs églises et couvents ont été saccagés et incendiés et quarante familles coptes ont été attaquées par des partisans du régime de Morsi, rapporte *The New York Times*.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Bijna drie jaar na het uitbreken van de revoluties in de Arabische wereld blijft de situatie in dit deel van de wereld gespannen. De val van het Tunesische regime van Ben Ali en de daaropvolgende Jasmijnrevolutie deinde uit naar de hele regio. In Libië bracht een NAVO-optreden – met mandaat van de internationale gemeenschap – een einde aan het regime van kolonel Kadhafi. De afzetting van de Egyptische dictator Hosni Moebarak en de daaropvolgende verkiezingen brachten de Moslimbroeders aan de macht. Eén jaar na het aantreden van president Morsi werd ook hij opnieuw van de macht verdreven door het ingrijpen van het Egyptische leger.

In Syrië begon een burgeroorlog die tot vandaag voortduurt en al het leven heeft gekost aan meer dan 115 000 mensen. De Syrische burgeroorlog heeft ook een impact op de buurlanden Jordanië, Libanon en Turkije, aangezien de vluchtelingenstroom zorgt voor een humanitaire crisis in deze landen. Naar schatting twee miljoen Syriërs zochten tot op heden onderdak in de buurlanden. Maar ook de etnisch-religieuze spanningen, aangewakkerd door zowel het Assad-regime – hierin gesteund door de Libanese terroristische organisatie Hezbollah – als door radicaal-soennitische groeperingen zoals het Al-Nusra Front en Al-Qaëda, hebben een *spillover*-effect in de hele regio.

Zonder in detail te treden over de huidige toestand in elk van deze landen afzonderlijk, en zonder een oordeel te vellen over de uitkomst van de Arabische Omwenteling, is de volgende tendens ontegensprekelijk waarneembaar. De huidige situatie in Egypte toont aan dat waar de politieke islam aan de macht komt, de situatie van religieuze minderheden er aanzienlijk op achteruitgaat. In augustus van dit jaar, na de afzetting van het Morsi-regime door het Egyptische leger, vonden verschillende aanvallen plaats tegen de koptisch-christelijke minderheid. Hierbij zouden naar schatting meer dan zestig kerken zijn platgebrand. Deze aanvallen werden aangewakkerd door het Moslimbroederschap. De zuidelijke stad Dalga, waar naar schatting 20 000 kopten leven, werd volledig bezet door islamistische medestanders van voormalig president Morsi. Pas begin september kwam de stad terug onder controle van de Egyptische autoriteiten. Tijdens het beleg werden verschillende kerken en kloosters geplunderd en platgebrand, en veertig koptische families werden aangevallen door Morsi-aanhangers, aldus *The New York Times*.

La situation des minorités religieuses est également précaire en Syrie. À l'heure actuelle, les chrétiens, les alaouites, les Arméniens, les Druzes et les Kurdes sont régulièrement attaqués par des groupements tels que le Front Al-Nusra. Depuis que la guerre civile a éclaté, les chrétiens ont presque totalement disparu de la ville de Homs, qui en comptait au départ un peu plus de 160 000. Mais les minorités religieuses non chrétiennes comme les alaouites sont, elles aussi, durement touchées par la guerre civile.

Outre l'Égypte et la Syrie, on peut encore citer le cas de l'Irak, qui a vu fuir la moitié de sa population chrétienne (1,3 million de chrétiens y vivaient auparavant). En Iran et au Pakistan, les pouvoirs publics se montrent impitoyables à l'égard des communautés religieuses. En Iran, l'apostasie – et donc également la conversion au christianisme – est passible de la peine de mort. Au Nigéria, les islamistes de Boko Haram font preuve d'une grande barbarie: en octobre 2012, quarante étudiants portant un nom à consonance chrétienne ont été exécutés au cours de l'occupation de l'université de Mubi.

Nous souhaitons donc attirer l'attention sur la question de la protection des minorités religieuses au Proche et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique du Nord. Nous sommes convaincus que les minorités religieuses, qui ont leurs propres traditions sociales et culturelles, méritent d'être protégées. Mais cet engagement doit aller de pair avec des efforts politiques et diplomatiques.

Nous demandons dès lors que l'Union européenne désigne un envoyé spécial pour la protection des minorités religieuses au Proche et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique du Nord. L'UE dispose actuellement d'une dizaine d'envoyés spéciaux placés sous l'autorité de la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Catherine Ashton. Le gouvernement fédéral pourrait plaider en faveur de la désignation d'un tel envoyé spécial lors du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne.

Cet envoyé spécial devra non seulement suivre la situation des minorités religieuses, mais aussi être habilité à anticiper, en concertation avec Mme Ashton, avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et avec les États membres. Son mandat devra être suffisamment étendu pour recouvrir les différents aspects de la politique européenne extérieure, y compris la politique en matière de commerce et d'investissement et la politique de développement. Nous songeons à cet égard non seulement aux accords bilatéraux de partenariat et de coopération (APC) conclus entre l'UE et l'un

Ook in Syrië is de toestand van religieuze minderheden precair. Christenen, alevieten, Armeniërs, Druzen en Koerden zijn vandaag het voorwerp van regelmatige aanvallen van groeperingen zoals het Al-Nusra Front. Sinds het uitbreken van de burgeroorlog is de christelijke bevolking – vertegenwoordigd door ruim 160 000 inwoners – van de stad Homs nagenoeg volledig verdwenen. Maar ook niet-christelijke religieuze minderheden zoals de alevieten hebben het zwaar te verduren in de burgeroorlog.

Naast Egypte en Syrië kunnen we ook verwijzen naar de toestand in bijvoorbeeld Irak, waar de helft van de 1,3 miljoen christenen het land is ontvlucht. Ook in Iran en Pakistan treedt de overheid ongenadig hard op tegen kerkgenootschappen. In Iran staat de doodstraf op geloofsafval, dus ook op bekering naar het christendom. In Nigeria zijn de islamisten van Boko Haram bijzonder brutaal: in oktober 2012 werd de universiteit van Mubi bezet en werden veertig studenten met christelijke namen geëxecuteerd.

De indianers van deze resolutie willen daarom de bescherming van religieuze minderheden in het Nabije Oosten, het Midden-Oosten en Noord-Afrika onder de aandacht brengen. We zijn ervan overtuigd dat religieuze minderheden, met hun eigen sociale en culturele tradities, bescherming verdienen. Maar aan dit engagement horen ook politieke en diplomatieke inspanningen te worden gekoppeld.

Daarom vragen wij dat de Europese Unie een speciale gezant aanstelt voor de bescherming van religieuze minderheden in het Nabije Oosten, het Midden-Oosten en Noord-Afrika. Momenteel beschikt de EU over een tiental speciale gezanten. Zij werken onder het gezag van de Hoge Vertegenwoordiger van het Buitenlands- en Veiligheidsbeleid, mevrouw Catherine Ashton. De federale regering kan op de EU-raad van ministers van Buitenlandse Zaken de aanstelling bepleiten van een dergelijke gezant.

Deze speciale gezant moet niet alleen de situatie van religieuze minderheden opvolgen, maar moet ook, in samenspraak met mevrouw Ashton, de Europese Dienst voor Extern Optreden (EDEO) en de lidstaten, bevoegd zijn om te anticiperen. Zijn of haar mandaat moet ruim genoeg zijn opdat het alle aspecten omvat van het Europese externe beleid, inclusief het handels- en investeringsbeleid en het ontwikkelingsbeleid. Hierbij wordt gedacht aan bilaterale Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomsten (PSO) tussen de EU en één van de betrokken landen, maar vooral aan akkoorden

des pays concernés, mais aussi et surtout aux accords conclus dans le cadre de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD).

Ainsi, les actionnaires de la BERD – qui sont les États membres de l'UE – ont décidé en septembre 2011 d'étendre le rayon d'action de la Banque de développement à l'Égypte et à la Tunisie¹, entre autres. L'envoyé spécial devra évaluer si les droits des minorités religieuses sont respectés dans ces pays et, le cas échéant, adapter les fonds européens ou en motiver la suspension.

Nous renvoyons par ailleurs à une résolution déposée précédemment à la Chambre par M. Denis Ducarme (DOC 53 1288/001) et à une résolution de M. Armand De Decker, adoptée à l'unanimité au Sénat, le 20 juillet 2011. Sous l'intitulé 'Proposition de résolution concernant la protection de la communauté chrétienne en Irak, au Proche-Orient et au Moyen-Orient' (DOC Sénat 5-597/9), cette proposition résume clairement la problématique et est toujours d'actualité, même si le texte n'aborde évidemment pas les développements récents intervenus en Égypte et en Syrie. L'octroi de fonds européens par l'intermédiaire de la BERD n'était pas non plus une réalité au moment de l'adoption de la résolution de M. De Decker. Par le biais de la présente proposition de résolution, nous entendons franchir une étape supplémentaire en désignant un envoyé spécial.

Nous nous inspirons également d'une initiative similaire prise par la Chambre des représentants des États-Unis et le Sénat américain. Une loi prévoyant l'institution d'un envoyé spécial pour les minorités religieuses au Proche-Orient et en Asie centrale² y a également été votée récemment. Si, ainsi que le prévoit le Traité de Lisbonne, l'Union européenne entend s'efforcer de mener une politique extérieure inspirée des droits humains, la désignation d'un envoyé spécial constitue un pas important en ce sens.

in het kader van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (EBWO).

Zo hebben de aandeelhouders van de EBWO – in casu de lidstaten van de EU – besloten om in september 2011 de actieradius van de Ontwikkelingsbank uit te breiden naar onder andere Egypte en Tunesië¹. De speciale gezant moet evalueren of de rechten van religieuze minderheden in deze landen gerespecteerd worden, en zo nodig, de Europese fondsen bijsturen of de opschorting hiertoe motiveren.

De indieners van deze resolutie verwijzen verder naar een eerdere resolutie van Kamerlid Denis Ducarme (DOC 53 1288/001) en van senator Armand De Decker die op 20 juli 2011 unaniem werd aangenomen in de Senaat. Dit voorstel met als opschrift 'voorstel van resolutie betreffende de bescherming van de christelijke gemeenschap in Irak en het Nabije Oosten en het Midden-Oosten' (Stuk Senaat 5-597/9) vat de problematiek goed samen en is nog steeds actueel, hoewel de recente ontwikkelingen in Egypte en Syrië uiteraard niet voorkomen in de tekst. Ook de toekenning van Europese fondsen via de EBWO was op het moment van de resolutie van de heer De Decker nog geen feit. Met de aanstelling van een speciale gezant willen de indieners van deze resolutie nog een stap verder gaan.

Wij zijn ook geïnspireerd door een gelijkaardig initiatief in het Amerikaanse Huis van Afgevaardigden en de Amerikaanse Senaat. Ook daar werd onlangs een wet goedgekeurd die voorzag in de oprichting van een speciale gezant voor religieuze minderheden in het Nabije Oosten en Centraal-Azië.² Indien de Europese Unie, zoals vastgelegd in het Verdrag van Lissabon, een op mensenrechten geïnspireerd extern beleid wil nastreven, is de aanstelling van een speciale gezant hierin een belangrijke stap.

Peter LUYKX (N-VA)
Jan JAMBON (N-VA)
Zuhal DEMIR (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)

¹ Projet de loi portant sur la modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (24 mai 2013). DOC 53 2831/001 (<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/2831/53K2831001.pdf>).

² Act to provide for the establishment of the Special Envoy to Promote Religious Freedom of Religious Minorities in the Near East and South Central Asia. H.R. 301 (<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-113hr301rfs/pdf/BILLS-113hr301rfs.pdf>)

¹ WETSONTWERP betreffende de wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (24 mei 2013). KAM DOC 53 2831/001

(<http://www.dekamer.be/doc/flwb/pdf/53/2831/53k2831001.pdf#search=europese+bank+voor+wederopbouw+en+ontwikkeling>)

² Act to provide for the establishment of the Special Envoy to Promote Religious Freedom of Religious Minorities in the Near East and South Central Asia. H.R. 301 (<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-113hr301rfs/pdf/BILLS-113hr301rfs.pdf>)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, et en particulier son article 18: *“Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.”*;

B. vu la Déclaration des Nations unies de 1981 sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction;

C. vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, et en particulier son article 18: *“Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.”*;

D. vu le Traité de Lisbonne, et en particulier son article 21: *“L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international.”*;

E. vu la résolution du 15 mars 2011 pour la protection de la communauté chrétienne au Proche-Orient et Moyen-Orient, en particulier en Iraq (DOC 53 1288/001), de M. Denis Ducarme, et la résolution concernant la protection des minorités religieuses et philosophiques au Proche-Orient et au Moyen-Orient (Doc. Sénat 5-597/009), de M. Armand De Decker, adoptée en séance plénière du Sénat le 20 juillet 2011;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens (UVRM) van 1948 en in het bijzonder artikel 18: *“Een ieder heeft recht op vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst; dit recht omvat tevens de vrijheid om van godsdienst of overtuiging te veranderen, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen zowel in het openbaar als in het particuliere leven, zijn godsdienst of overtuiging te belijden door het onderwijzen ervan, door de praktische toepassing, door eredienst en de inachtneming van de geboden en voorschriften”*;

B. gelet op de Verklaring van de Verenigde Naties van 1981 over de uitbanning van alle vormen van onverdraagzaamheid en discriminatie op basis van godsdienst en geloof;

C. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 1966 en in het bijzonder artikel 18: *“een ieder heeft het recht op vrijheid van denken, geweten en godsdienst. Dit recht omvat mede de vrijheid een zelf gekozen godsdienst of levensovertuiging te hebben of te aanvaarden, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of levensovertuiging tot uiting te brengen door de eredienst, het onderhouden van de geboden en voorschriften, door praktische toepassing en het onderwijzen ervan”*;

D. gelet op het Verdrag van Lissabon, en in het bijzonder artikel 21: *“Het internationaal optreden van de Unie berust en is gericht op de wereldwijde verspreiding van de beginselen die aan de oprichting, de ontwikkeling en de uitbreiding van de Unie ten grondslag liggen: de democratie, de rechtsstaat, de universaliteit en de ondeelbaarheid van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, de eerbiediging van de menselijke waardigheid, de beginselen van gelijkheid en solidariteit en de naleving van de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties en het internationaal recht”*;

E. gelet op de resolutie van 15 maart 2011 over de bescherming van de christelijke gemeenschap in het Nabije Oosten en het Midden-Oosten, inzonderheid in Irak (DOC 53 1288/001), van de heer Denis Ducarme, en de resolutie betreffende de bescherming van de christelijke gemeenschap in Irak en het Nabije Oosten en het Midden-Oosten (stuk Senaat 5-597/009) van de heer Armand De Decker, aangenomen in de plenaire vergadering van de Senaat op 20 juli 2011;

F. considérant que – depuis 2011 – des attaques sectaires visant des chrétiens coptes en Egypte ont fait plus de 100 morts et ont également entraîné la destruction de dizaines d'églises et de monuments coptes;

G. considérant que les chrétiens syriens et d'autres minorités religieuses — qui constituent environ 10 % de la population syrienne — sont très vulnérables face aux attaques d'islamistes radicaux et d'organisations terroristes liées à Al-Qaïda;

H. considérant que la situation des minorités religieuses s'est également dégradée sensiblement dans d'autres pays de la région depuis le début de la révolution arabe;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'inscrire la situation difficile des minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à l'agenda européen et international;

2. de plaider, au niveau européen, en faveur de la désignation d'un envoyé spécial pour les minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

3. de plaider, au niveau européen, en faveur d'une politique qui conditionnerait dorénavant la libération de fonds émanant de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement au respect des droits humains fondamentaux et des principes de l'État de droit, ainsi qu'à la protection des minorités religieuses.

10 octobre 2013

F. gelet op het feit dat – sinds 2011 – sektarische aanvallen op koptische christenen in Egypte hebben geleid tot meer dan 100 dodelijke slachtoffers, alsook de vernietiging van tientallen koptische kerken en erfgoed;

G. gelet op het feit dat Syrische christenen en andere religieuze minderheden — goed voor tien procent van de Syrische bevolking — zeer kwetsbaar zijn voor aanvallen van radicale islamisten en aan Al-Qaëda gelieerde terroristische organisaties;

H. gelet dat ook in andere landen van de regio de situatie van religieuze minderheden drastisch achteruit is gegaan sinds het begin van de Arabische Omwenteling;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. de moeilijke situatie van religieuze minderheden in het Nabije Oosten, het Midden-Oosten en Noord-Afrika op de Europese en internationale agenda te plaatsen;

2. op Europees vlak te pleiten voor de aanduiding van een speciale gezant voor religieuze minderheden in het Nabije Oosten, het Midden-Oosten en Noord-Afrika;

3. op Europees vlak er voor te pleiten dat de verdere vrijgave van fondsen van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, gekoppeld wordt aan het respecteren van de fundamentele mensenrechten, de beginselen van de rechtsstaat en de bescherming van religieuze minderheden.

10 oktober 2013

Peter LUYKX (N-VA)
Jan JAMBON (N-VA)
Zuhal DEMIR (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)